



GERFLINT

ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Introduction

Antoanela-Paula Mureșan

Faculté d'études européennes,
Université Babeș-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie

Philippe Claret

Centre Montesquieu de Recherches Politiques,
Université de Bordeaux, France

La transition en Roumanie : limites, réussites et perspectives occidentales

Fêtant dix ans depuis son intégration dans l'Union européenne, la Roumanie célèbre également un moment symbolique qui marquait, en 2007, la fin d'une période nommée parfois « de transition ». Sans que cet intervalle aux contours sinueux puisse être défini avec précision, même par des comparaisons à la situation des pays voisins, il y a toutefois des constantes et des démarches notables qui le rendent important dans une analyse des transformations subies par un pays qui se fraie encore un chemin dans la famille européenne.

Dans l'ensemble des réformes et des moments tensionnés qui ont marqué la période de transition vers la démocratie et l'économie de marché, la Roumanie a retrouvé l'ouverture vers l'occident, tantôt selon l'esprit de l'entre-deux-guerres, tantôt par le biais de ses nouvelles alliances et de l'anglophonie qui a envahi cette partie du continent. Sans contester les mérites de cette dernière dans la nouvelle vague modernisatrice du pays, il reste important d'analyser la manière dont on y a retrouvé les liens traditionnels avec le monde francophone, au sens général, et avec la France, du point de vue politique, économique et culturel.

La France, a-t-elle été un fort souteneur de la Roumanie lors des négociations pour l'adhésion à l'Union européenne ? Est-ce que le rétablissement économique du pays est intervenu (surtout) grâce à des investissements provenant de l'allié traditionnel des Roumains, qui a toujours été la France ? En quelle mesure est-ce que le français et, au sens plus large, la culture française, sont redevenus une partie importante du paradigme éducationnel qui a guidé la transformation des écoles et des universités roumaines après 1989 ? Ce sont des questions auxquelles les contributeurs à ce numéro essaieront de donner des réponses pertinentes, suite à des analyses de documents, discours et études de cas appartenant à plusieurs secteurs d'intérêt, dont le culturel, le politique et le juridique.

Grâce à notre collaboration avec l'Université de Bordeaux, le numéro 12 de *Synergies Roumanie* propose une perspective innovatrice, représentée par la manière dont la transition roumaine a été perçue à l'occident, notamment lors de ses moments-clés, comme la Déclaration de Snagov, visant la nécessité d'adhérer à l'Union européenne, l'ouverture des archives communistes, ou la condamnation officielle de l'ancien régime devant le Parlement de Bucarest. Presse écrite, discours politiques et surtout recherches scientifiques - voilà trois sources qui seront analysées afin d'éclairer la position des pays occidentaux, notamment la France, à l'égard des principaux moments de la transition en Roumanie.

Antoanela-Paula Mureşan

La transition démocratique en Europe centrale et orientale : entre oubli et actualité

Depuis vingt-cinq ans, les spécialistes de la transition démocratique ont analysé les conditions et les modalités du passage « de l'âge idéologique à l'âge politique » (Slobodan Milacic) des États d'Europe centrale et orientale, anciennes 'démocraties populaires' de l'espace soviétique, désormais membres de l'Union Européenne ou encore en voie d'adhésion (Balkans occidentaux). Les profondes transformations qui ont marqué cet espace postcommuniste ont induit un rapprochement certain de ces États est-européens du modèle politique ouest-européen.

Aujourd'hui, la transition démocratique de ces États peut être perçue comme un phénomène du passé, du fait de l'éloignement progressif du 'moment 1989' et des effets induits de la construction / consolidation démocratique. Pourtant, l'apparition assez précoce des premiers symptômes du 'désenchantement politique' et, plus récemment, des signes évidents d'une réelle érosion démocratique, démontrent l'inachèvement, plus ou moins prononcé, du processus de démocratisation politique dans les États post-communistes d'Europe centrale et orientale.

La transition politique en Europe centrale et orientale pose, assurément, la question de l'héritage du communisme dans la société postcommuniste, dans la mesure où le passé d'avant 1989 pèse encore aujourd'hui fortement sur les esprits et marque toujours les attitudes des acteurs du jeu politique démocratique, en dépit des efforts officiels de 'décommunisation'. C'est pourquoi le clivage sur le passé communiste continue d'alimenter la réflexion collective, au point parfois d'obérer le changement indispensable des mentalités et des pratiques politiques.

La transition postcommuniste en Europe centrale et orientale pose aussi la question des effets induits de l'eupéanisation, dont les modalités s'apparentent

en définitive à une forme de globalisation. Dès lors, il n'est pas étonnant que la question identitaire préoccupe aujourd'hui l'ensemble de ces sociétés, à des degrés variables selon leurs trajectoires historiques d'avant et pendant le régime communiste, ainsi que de leurs cultures nationales et de leurs positionnements géopolitiques dans l'Est européen.

Les trois contributions réunies dans ce dossier illustrent, différemment, ces problématiques générales, sans bien entendu les épuiser. Philippe Claret propose une réflexion globale sur les ambiguïtés et les incertitudes caractérisant les transitions démocratiques à l'Est de l'Europe. Alexandru Gussi tente un premier bilan, dix ans après l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne, sur l'état de son système politique ; ses observations critiques sur le cas roumain sont, naturellement, généralisables à d'autres systèmes politiques postcommunistes. Enfin, à propos du Kosovo, Odile Perrot interroge les rapports délicats entre la force militaire et la politique dans un contexte de transition démocratique.

Philippe Claret